

ITALIE : dégrasse péniblement IIO en 1970 pour
retomber à 100

JAPON : montée régulière de 100 à 140, et depuis
stabilisation.

Les guerres dites de "libération nationale", par leur fringale d'armes, de munitions et d'équipements servent à contenir, jusqu'à un certain point l'explosion de la crise, mais sont trop limitées pour réussir un assainissement complet de l'économie capitaliste de son trop-plein de capitaux, de marchandises et de chômeurs. Une plus grande destruction lui est nécessaire pour survivre à sa crise de surproduction.

Le militarisme, qui envenime la menace perpétuelle de conflit, serait incomplet s'il n'était pas aussi une excellente arme de répression dirigée contre la classe travailleuse, lorsque celle-ci engage la lutte frontale contre les effets de la politique impérialiste d'armements, de protectionnisme et de sur-exploitation.

Les conséquences du plan de redressement établi par le capitalisme américain commencent à se faire sentir tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

L'ALLEMAGNE qui exporte environ 1/10 de ses ventes totales aux EU doit ralentir son activité industrielle, le JAPON soumis au diktat américain: levée des barrières qui protègent son économie, limitation de ses exportations sidérurgiques et de produits textiles, réévaluation du yen, accroissement de son assistance financière aux gouvernements asiatiques qui soutiennent les EU dans la guerre en INDO-CHINE, etc, etc, ce qui est payer très fort le retour de cette chiure de mouche qu'est OKINAWA sous la tutelle de l'empire nippon.

Actuellement, les travailleurs américains, principalement les dockers de la " Cote Ouest " se battent contre la " NEP " américaine, qui d'ores et déjà s'avère impuissante à stopper la montée du chômage, la flambée des prix et les conflits sociaux malgré la présence indéfectible de l'AFL/CIO, le mastodontique syndicat, dans la " Pay Board " qui forme avec la "Commission des Salaires" et la " Commission du Coût de la Vie ", la machine de guerre du capitalisme américain. Son rôle consiste à fixer le plafond maximum des augmentations de salaires sur l'ensemble de l'Etat fédéral, et d'accepter chaque convention salariale en fonction de cet objectif.